

## RÉCOLTE CÉRÉALIÈRE RECORD

# Benaïssa table sur plus de 60 millions de quintaux

**Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé, hier, que la production céréalière devrait dépasser les 60 millions de quintaux. Selon Rachid Benaïssa, cette récolte, la plus importante depuis l'indépendance du pays, résulte de la bonne pluviométrie et des mesures mises en œuvre pour soutenir la filière céréales.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Cette année, l'Algérie devrait tripler sa production céréalière comparativement aux 21 millions de quintaux récoltés en 2008.

«Nous devrions avoir une récolte exceptionnelle de plus de 60 millions de quintaux de céréales», a annoncé, hier, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, lors d'une réunion avec les cadres de son secteur. Rachid Benaïssa, qui se base sur toutes les statistiques existantes à ce jour, a expliqué qu'une telle production n'a jamais été enregistrée en Algérie par le passé.

Selon les données actuelles, la campagne moisson-battage a tourné au tour de 50 % avec des rendements d'une moyenne de 41 quintaux à l'hectare. Dans la région de Gourara (sud-ouest), des pics de 85 quintaux à l'hectare ont même été atteints. «Actuellement, la moisson se déroule dans les wilayas du centre du pays. Les résultats définitifs seront connus vers la fin du mois d'août», a indiqué le ministre.

Selon Rachid Benaïssa, cette récolte exceptionnelle est à mettre sur le compte de la bonne pluviométrie enregistrée tout au long

de l'année agricole 2008/2009 et, également, des mesures de soutien mises en œuvre en faveur des acteurs activant dans la filière céréale.

Le ministre citera, à ce titre, l'exonération de la TVA sur les semences et les intrants, les formules de crédit bancaire ainsi que le maintien des prix à la production.

Rappelons que ces derniers sont de 4 500 DA le quintal pour le blé dur et 3 500 DA le quintal pour le blé tendre.

Notons, par ailleurs, que le ministre de l'Agriculture a annoncé la mise à la disposition de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) d'une enveloppe de neuf milliards de dinars destinée à l'acquisition de nouvelles moissonneuses-batteuses au titre de la préparation de l'année agricole 2009-2010.

T. H.



Photo : Samir Sid

Pour Benaïssa, c'est une récolte exceptionnelle.

## FACE À L'ENGORGEMENT DES PORTS

## Les dispatch money, pourquoi pas !

**L'instauration des dispatch money ou primes de rapidité pourrait contribuer à résoudre le problème des ports congestionnés.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Sujet récurrent, le problème de la congestion des ports algériens ne trouve pas encore de solution efficace. Quelle réponse appropriée alors que les dysfonctionnements de la chaîne du commerce extérieur continuent ? Soit que le manque d'organisation, de qualification et de professionnalisation de plusieurs intervenants dans cette chaîne s'accroît, que les frais de fret sont au quintuple de leur valeur et que les affréteurs paient de plus en plus de surestaries ou pénalités aux armateurs lorsque leurs navires restent trop longtemps en rade ou à quai.

Contribuant à ce débat, l'expert consultant en logistique transports, Kamel Khelifa, approché hier au siège de l'Algex, où il animait une conférence, considère que la solution s'inscrit dans une vision globale.

Pour cet expert, les surestaries représentent une perte sèche pour l'économie nationale mais «n'auraient jamais dû exister». Or, à combien



Photo : Samir Sid

Toujours pas de solution efficace.

s'élèvent ces surestaries ? «Bien malin sera celui qui pourra donner un chiffre précis», rétorque Kamel Khelifa.

D'autant, selon ce consultant, que la direction des finances extérieures (Finex), chargée d'une mission de gestion de la balance des paiements, a été supprimée et que cette mission a été transférée à la Banque d'Algérie. Or, la Banque centrale exerce des prérogatives précises en matière monétaire et bancaire dont la gestion de la balance des paiements ne devrait pourtant pas relever.

Voire, Kamel Khelifa estime que ces surestaries pourraient être transformées en dispatch money ou primes de rapidité. Des primes que le transporteur ou affréteur de navire (importateur, exportateur, reçoit de l'armateur lorsqu'il libère rapidement l'espace portuaire.

En d'autres termes, il reçoit une récompense pour son

dynamisme. Un moyen qui pourrait contribuer, au moins partiellement, à résoudre ce problème lancinant de la congestion des ports.

A la condition express que l'usage des chartes-parties ou conventions entre les parties contractantes soit mieux répandu, et que les dysfonctionnements cités plus haut s'atténuent ou disparaissent. Ce qui relève encore de l'incertain.

Quant à la conférence animée par ce consultant, elle a porté sur le thème du «média Salon ou comment assurer le retour sur l'investissement de l'exportation».

L'occasion pour cet expert de citer, entre autres entraves au développement des exportations hors hydrocarbures, l'absence de feed-back des opérateurs qui exposent lors des salons internationaux. Plus de 90% des entreprises ne présentent pas de rapport, de bilan sur leur participation à ces salons, relève-t-il notamment.

C. B.

### À propos des dispatch money :

Prime de rapidité payée par l'armateur aux affréteurs, quand les opérations de chargement ou de déchargement sont terminées avant le délai fixé par la charte-partie.

C. B.

### Le ministre des Transports exige une contrepartie pour Air Algérie

Faisant suite aux communiqués de presse des 24 et 28 juin 2009 relatifs à la demande de vols supplémentaires introduite par la compagnie Aigle Azur, la Direction de l'aviation civile du ministère des Transports informe que les calculs établis montrent un dépassement de la limite de 30 % en ce qui concerne la liaison Paris-Alger et de 25 % en ce qui concerne les liaisons Paris-Oran et Paris-Béjaïa en faveur du pavillon français (Air France, Aigle Azur et Air Méditerranée).

La Direction de l'aviation civile a fait part à cette compagnie de sa disposition à examiner une demande de vols supplémentaires d'un total d'environ 1 400 sièges pour des vols qui s'étaleront du 15 juillet 2009 jusqu'au 2 août 2009.

Air Algérie, en contrepartie, devra bénéficier, pour sa part, de la même capacité en termes de vols supplémentaires ou d'IRGAV (changement d'appareil pour une plus grande capacité de transport) durant cette même période.

Un autre point de situation sera effectué au cours de la 2<sup>e</sup> décade de juillet 2009.